



**Autolib' Métropole**

16 rue de la Banque  
75002 Paris

Tél : 01 80 18 92 00  
[www.autolibmetropole.fr](http://www.autolibmetropole.fr)

**REGLEMENT INTERIEUR  
DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES  
PUBLICS LOCAUX (CCSPL)**

**Adopté le 6 novembre 2014**

## SOMMAIRE

PRÉAMBULE	page 3
Article 1 : Objet	page 3
Article 2 : Composition	pages 3 et 4
Article 3 : Périodicité des réunions	page 4
Article 4 : Lieu	page 4
Article 5 : Convocation	page 4
Article 6 : Ordre du jour	page 4
Article 7 : Déroulement des réunions	page 4
Article 8 : Pouvoirs	page 4
Article 9 : Avis	pages 4 et 5
Article 10 : Relevé de décisions	page 5
Article 11 : Durée du mandat	page 5
Article 12 : Quorum	page 5
Article 13 : Modification du règlement	page 5

## **PREAMBULE**

Par délibération du 24 septembre 2009, le Syndicat a mis en place une Commission Consultative des Services Publics Locaux, dénommée CCSPL, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité.

Le présent règlement intérieur vise à compléter les dispositions législatives reprises à l'article L.1413-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) afin d'assurer le bon fonctionnement de la CCSPL et de faciliter son travail. Il est consultable sur le site internet du Syndicat.

## **ARTICLE 1 : Objet**

Selon les dispositions de l'article L.1413-1 du CGCT, la commission examine, chaque année :

- le rapport établi par le délégataire (article L. 1411-3 du CGCT) ;
- le bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;
- le rapport établi par le cocontractant d'un contrat de partenariat (article L. 1414-14 du CGCT).

Elle est consultée pour avis sur :

- tout projet de délégation de service public (article L. 1411-4 du CGCT);
- tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière ;
- tout projet de partenariat (article L 1414-2 du CGCT).

A la majorité de ses membres, la commission, peut délibérer sur toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

## **ARTICLE 2 / Composition**

La présidence de la CCSPL est assurée par le/la président(e) du syndicat ou son/sa représentant(e).

La commission comprend 5 membres titulaires et 5 suppléants désignés par le Comité syndical dans le respect du principe de la représentation proportionnelle.

Elle comprend, en outre, parmi les membres à voix délibérative, les représentants des associations locales suivantes :

- Fédération Nationale des Associations d'Usagers des Transports (FNAUT)
- Union Fédérale des Consommateurs – Que choisir ?
- Union des Transports Publics et Ferroviaires (UTP)
- Association pour le développement du véhicule électrique (AVERE)
- Confédération du Logement et du Cadre de Vie

En cas de vacance parmi les représentants des associations, par suite de décès, démission ou tout autre motif, l'association émet une proposition de remplacement dans un délai d'un mois et en informe immédiatement le/la présidente du Syndicat. L'information de l'association devra se formaliser par l'envoi d'un courrier du président de l'association avec copie du procès verbal d'assemblée générale ou du conseil d'administration actant de la modification de sa représentation.

En fonction de l'ordre du jour, la Commission peut, sur proposition de son/sa Président(e) inviter à participer à ses travaux toute personne dont l'audition lui paraît utile.

### **ARTICLE 3 / Périodicité des réunions**

La commission se réunira au moins une fois par an. Des réunions supplémentaires pourront être décidées par le/la président(e) ou à la demande motivée d'au moins la moitié des membres de la CCSPL.

### **ARTICLE 4 / Lieu**

La Commission se réunit au siège du Syndicat Autolib'Métropole ou en tout autre lieu fixé par la convocation.

### **ARTICLE 5 / Convocation**

La convocation est adressée aux membres au moins cinq jours francs avant la date de la commission. Elle précise la date, l'heure, le lieu de la réunion et les sujets inscrits à l'ordre du jour (un pouvoir est annexé à la convocation).

Elle est adressée par courriel aux membres ayant souscrit à ce dispositif ou, à défaut, par courrier à l'adresse de leur choix.

### **ARTICLE 6 / Ordre du jour**

Le/la président(e) de séance rappelle l'ordre du jour de la commission. En cas de nécessité, elle peut, en début de séance, inscrire à l'ordre du jour tout sujet complémentaire.

La majorité des membres présents peut demander l'inscription à l'ordre du jour de la séance suivante, tout sujet relatif à l'amélioration des services publics locaux.

### **ARTICLE 7 / Déroulement des réunions**

Les séances ne sont pas publiques. Les interventions en cours de débats ne peuvent porter que sur les sujets inscrits à l'ordre du jour.

La Commission peut, en début de séance, désigner au sein de ses membres une personne pour remplir les fonctions de secrétaire de séance. Elle peut décider de faire assurer ces fonctions par un agent du Syndicat qui assiste aux séances sans participer aux délibérations.

Le secrétaire rédige le procès-verbal de la réunion.

En cas de nécessité, le/la président(e) de séance peut suspendre ou ajourner la réunion.

### **ARTICLE 8 / Pouvoirs**

Un membre de la Commission empêché d'assister à une séance peut donner à un autre membre pouvoir écrit de voter en son nom. Un même membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

### **ARTICLE 9 / Avis**

La commission peut formuler un avis sur toute question relative à son objet. Il est procédé au vote d'un avis, soit à l'initiative de son/sa présidente de séance, soit à la demande d'au moins un tiers des membres habilités à prendre part au vote.

Le vote est exprimé à main levée.

Avant le vote, le/la Président(e) de séance peut demander, s'il/elle le juge utile, aux invités qui n'y participent pas de se retirer momentanément.

En cas de partage des voix, la voix du président de séance est prépondérante. Chaque avis de la commission est porté à la connaissance du Comité syndical.

Les délibérations de la commission sont prises à la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

Le procès-verbal de la réunion mentionne clairement l'avis de la commission, en le distinguant des avis exprimés par chacun de ses membres et des contributions des personnes auditionnées. Il est signé par le/la président(e) de la Commission et adressé à chacun des membres de la Commission et soumis aux observations de ceux-ci en ouverture de séance suivante.

#### **ARTICLE 10 / Relevé de décisions**

Les relevés de décisions sont transmis, par courriel ou par courrier, à chaque membre de la commission. En l'absence d'observations, ces relevés deviennent définitifs, un mois après la date d'envoi.

Le procès-verbal de la Commission est transmis dans les meilleurs délais aux membres du Comité syndical lorsque celui-ci doit se prononcer sur un projet de délégation de service public, de création de régie dotée de l'autonomie financière ou de contrat de partenariat.

Le/la président(e) de la CCSPL, conformément aux dispositions législatives, présente au Comité syndical, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente, avant le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année. Ce rapport fait l'objet d'un débat sans vote.

#### **ARTICLE 11 / Durée du Mandat**

Les membres de la Commission sont nommés pour une période ne pouvant excéder la limite de la durée du mandat des élus.

En cas de démission ou de décès, il est procédé dans les plus brefs délais au remplacement de la personne démissionnaire ou décédée selon les modalités de désignation initiales.

Le membre nouvellement désigné exercera son mandat pour la durée restant jusqu'au renouvellement du Comité syndical.

#### **ARTICLE 12 – Quorum**

La Commission ne délibère valablement que lorsque la moitié des membres en exercice est présente ou représentée. Si après une première convocation régulièrement faite, le quorum n'est pas atteint, la commission est à nouveau convoquée et pourra alors délibérer sans condition de quorum.

#### **ARTICLE 13 / Modification du règlement**

Le présent règlement, adopté par délibération du Comité syndical, pourra être modifié dans les mêmes formes.